

[fr](#)

[Press release](#) | 10.03.2017

Les chefs d'État et de gouvernement découvrent que les Traités prévoient les coopérations renforcées

Sommet européen des 9 et 10 mars

Déclaration de **Philippe LAMBERTS**, Président du groupe Verts-ALE:

"Ce sommet aura au moins permis aux chefs d'État et de gouvernement de découvrir que les Traités prévoient les coopérations renforcées. Il ne leur reste plus qu'à découvrir la volonté politique de s'en servir de manière ambitieuse et inclusive. En particulier, les États-membres de la zone euro devraient s'en saisir pour mettre en route la convergence sociale et fiscale, sans quoi l'avenir de la monnaie unique est compromis.

L'ironie de l'histoire, c'est de voir que les dirigeants européens qui ont négligé le renforcement de l'UE pendant des décennies, en particulier avant l'élargissement de 2004, proposent aujourd'hui une sorte de marche arrière pour mieux avancer !

S'ils s'accordent pour reconnaître que l'UE traverse une crise existentielle, les chefs d'État et de gouvernement ne semblent pas comprendre que c'est d'abord et avant tout la nature des politiques menées, notamment dans le domaine socio-économique, qui éloigne un nombre croissant de citoyens du projet européen.

Ni les scénarios institutionnels ébauchés par Jean-Claude Juncker ni le projet de déclaration de Rome préparée par le Président du Conseil fraîchement réélu, Donald Tusk, ne remettent en cause l'orientation essentiellement néo-libérale de ces politiques.

Or, sans changement radical des orientations politiques retenues par les majorités politiques au pouvoir, la construction européenne s'étiolera. Car aucune construction humaine ne peut perdurer si elle s'érige en reniant sa raison d'être et les valeurs qui l'ont fondée, si elle s'alimente de l'injustice, si la richesse des uns se constitue au détriment des autres. Or, c'est précisément à cela que mène la course au moins-disant fiscal et social au coeur des "réformes de structure" ainsi que l'obsession libre-échangiste réaffirmée d'un Conseil au suivant.

Paradoxalement, c'est la vindicte personnelle de Jaroslaw Kaczynski à l'égard de Donald Tusk qui a permis sa réélection à l'unanimité moins une voix – celle de sa Pologne natale. Aucun autre État-membre, pas même la Hongrie de Viktor Orban, n'a voulu offrir au chef du gouvernement polonais la tête de son pire ennemi politique. La question reste de savoir si Donald Tusk a la vision et le leadership nécessaires à la relance de l'Union Européenne. Son premier mandat de deux ans et demi n'en a pas fait la démonstration. Va-t-il

soudainement nous surprendre? »

Recommended

Press release

© European Union 2020 - Source : EP



[Far-right cannot be allowed to dictate EU's future](#)

14.06.2024

Letter

© Alexander Briel



[In Defence of Democracy](#)

08.05.2024

Press release



[EUCO: EU Strategic Agenda needs to focus on climate ch...](#)

17.04.2024

Event

GreensEFA



[Protecting the 2024 Elections: From Alarm to Action](#)

06.03.2024

Responsible MEPs



Philippe Lamberts

Member

Contact person



Guendalina De Sario

Press & Media Advisor FR-IT-ES (for French, Italian and Spanish press)

Please share

[.E-Mail](#)